

l'utilisation de la capacité existante. Il s'attachera davantage aussi aux industries moyennes et petites, à la production artisanale et à l'utilisation des matières premières locales. Le Gouvernement se propose également de prendre des mesures tendant à mobiliser les épargnes nationales et à limiter la consommation. Au début, il a régleménté les prix et plafonné les profits des maisons de commerce afin d'abaisser les prix à la consommation, mais M. Shoaib, ministre des Finances, a déclaré que la stabilité des prix ne peut être atteinte qu'à la longue par l'accroissement de la production.

Une autre tâche très lourde est d'augmenter le volume des exportations et d'accroître ainsi la rentrée de devises étrangères. A cette fin, le Gouvernement a annoncé un nouveau plan de primes aux exportateurs; il espère ainsi favoriser des échanges plus libres. Les exportateurs seront encouragés à accroître le commerce en se voyant accorder le droit de garder de 20 à 40 p. 100 de leurs recettes de devises étrangères qu'ils pourront utiliser pour importer les marchandises qui seront recherchées sur le marché. Cela fait contraste avec l'ancien système selon lequel le Gouvernement fixait des contingents de façon arbitraire pour diverses catégories de marchandises. La Banque d'État génera toutes ces opérations, afin que la balance des devises étrangères puisse être régleméntée. Dans tout le programme économique, le Gouvernement se propose de collaborer avec l'entreprise privée. M. Shoaib a déclaré récemment: "L'entreprise privée a un grand rôle à jouer dans l'économie . . . Nous avons besoin de son aide, de sa collaboration et de son appui. Tout ce que nous demandons, c'est que les abus qui ont marqué le passé ne se reproduisent pas".

Le nouveau régime a annoncé son intention d'établir un État socialiste "où les hommes jouiront le plus pleinement possible des avantages économiques, sociaux et culturels", mais il n'a pas encore révélé tous les détails de ce projet. Pour le moment, il travaille particulièrement à secourir les nombreux réfugiés et à régler toutes les questions relatives aux biens des évacués. Cette tâche a été confiée au général Azam Khan, doyen énergique du cabinet. D'autre part, le Gouvernement a créé une commission chargée de recommander la réforme du système juridique, que le président a qualifié d'"incommode, coûteux et lent". Il se propose aussi de modifier le système scolaire de façon à le rendre plus conforme aux besoins pratiques du Pakistan moderne; une commission est chargée de cette tâche.

Évolution future de la constitution

Le président Ayoub a insisté dès le début que le but ultime de son gouvernement était de "rétablir la démocratie, mais d'un genre que la population pourrait comprendre et mettre en œuvre". Dans des interviews ultérieurs, il a exposé avec plus de détails ses idées relatives à l'évolution future en disant qu'il ne considère pas la démocratie parlementaire comme réalisable aussi longtemps que la majeure partie de la population sera illettrée et qu'il y aura une multiplicité de partis. Il a déclaré aussi qu'il nommera une commission de spécialistes pour dresser une constitution et a laissé entendre qu'il avait en vue une forme présidentielle de gouvernement avec un président fort et une division des pouvoirs entre les corps législatif et administratif. Apparemment la population élirait le président, soit directement soit par l'intermédiaire d'un collège électoral.

Toutefois, ces changements constitutionnels ne doivent pas être effectués avant que les problèmes principaux du pays aient été résolus. Dans l'entre-